La famille d'Agnès Dury assassinée au Burundi réclame justice

Le Monde | 09.06.10 Quelle justice pour les ressortissants français tués à l'étranger ? Point de vue - Sverine Dury | Le 31 dcembre 2007, la tombe de la nuit dans la ville de Ruyigi, dans l'Est du Burundi, des rafales de Kalachnikov criblent bout portant le vhicule de l'ONG Action contre la faim dans lequel se trouvent cinq jeunes femmes. Deux balles atteignent deux volontaires humanitaires fransaises : une d'elle entrainera de trs graves blessures, l'autre sera mortelle. Agns Dury dcde aprs plusieurs heures d'agonie et de dlire. Elle avait 31 ans et s'engageait pour la premire fois dans l'humanitaire. C'tait ma sur. Dans les premiers mois, l'information judiciaire pour assassinat et tentative d'assassinat est conduite trs efficacement : autopsie du corps d'Agns une fois rapatri, et extraction de la balle meurtrire, dplacement "clair" d'experts pour une reconstitution des faits et analyse des tirs sur le vhicule, saisie d'armes transportes en France pour un examen balistique approfondi.

Depuis ce dplacement de trois jours effectu dbut mars 2008, nous, la famille d'Agns et les autres parties civiles, demandons en continu que des policiers se rendent au Burundi pour procder aux auditions des rescapes burundaises, des tmoins, des personnes suspectes par les autorits judiciaires locales et toute autre personne susceptible d'apporter des lments pertinents. Quoi de plus normal dans une procdure pour assassinat ? Mais deux ans et demi aprs, l'enqute de terrain n'a pas encore eu lieu. Cumul d'inconsquences ? Ou volont cache de ne pas faire ? J'ai entendu ministres, directeurs de cabinet, conseillers spciaux de directeurs de cabinet, procureur, juge. Tous m'ont assur que "ce dossier est prioritaire" et retient toute leur attention. Prioritaire, oui, mais aprs le reste. Bernard Kouchner, ministre des affaires trangres, rencontr en novembre 2009, nous assure du soutien de l'ambassade de France au Burundi qui mettra tout en uvre pour accueillir la dlgation de policiers fransais et faciliter l'excution de leur mission. Ds mars de cette anne, elle sera la premire mettre des rserves sur leur venue, qui seront suivies d'effet. Quoi de plus drangeant que des enquteurs venant poser des questions dans un moment aussi diplomatiquement dlicat qu'une priode prlectorale ? Depuis, le Burundi a entam son marathon dmocratique, comprenant l'lection prsidentielle du 28 juin, priple qui durera quatre mois ! Michle Alliot-Marie, garde des sceaux, sollicite du fait des lenteurs de la procdure et des enjeux du calendrier burundais nous a oppos une surcharge dans son emploi du temps pour motiver un refus de nous rencontrer. Nous sommes dans l'attente d'une rponse effective notre demande de nomination d'un magistrat de liaison au Burundi pour appuyer la procdure fransaise dans le pays. METTRE FIN AU SIMULACRE DE JUSTICE AUQUEL NOUS ASSISTONS Cette absence manifeste de volont politique de voir aboutir cette enqute est, de plus, largement perceptible dans sa traduction technique : aucune coordination entre les trois ministres concerns " justice, intrieur, affaires trangres " n'est organise. Chacun ses protocoles, gre ses ncessits de service, ses ralits budgtaires, et renvoie le cas chant la responsabilit d'cision l'autre , tandis que le chef de l'instruction est en pleine batitude attentiste. Tous les actes de la procdure ot demands oralement ou formellement la juge d'instruction par les parties civiles. Est-il crit dans le code de procdure ponale qu'il incombe aux victimes d'initier l'instruction ? La seule chose qui nous chappe : les dlais. Un an pour dcider de mandater les enquteurs pour un nouveau dplacement. Un an de plus pour runir les conditions de ce dplacement. Sans aucune prise en compte des chances burundaises, malgr nos alertes. Combien de temps encore pour le rendre effectif ? Nous n'avons pas de date, aucune assurance que des policiers se rendront en nombre suffisant et pour une dure consquente au Burundi pour effectuer cette enqute, auquel tout citoyen fransais droit, en thorie. Madame Alliot-Marie, Messieurs Hortefeux et Kouchner, il est du ressort de vos ministres de s'articuler avec intelligence pour que toute la lumire soit faite dans cette affaire. Monsieur Hortefeux, je vous appelle vous engager personnellement autoriser un nombre de policiers consquent se rendre sur place pour une dure la hauteur de la complexit de l'enqute. Madame Alliot-Marie, il vous appartient de tout mettre en uvre pour mobiliser le ministre de la justice tre plus efficace dans cette affaire, notamment pour qu'enfin, une date de dpart soit officiellement annonce au plus tard en septembre. Monsieur Kouchner, par votre ministre, vous avez le devoir de vous engager faciliter au maximum cette mission au Burundi afin qu' l'issue du processus lectoral en cours au Burundi, l'enqute puisse enfin avancer. Ces actions concrtes et votre porte me semble-t-il, mettront fin au simulacre de justice auquel nous, famille, assistons depuis deux ans et demi. Quel est le sens du mot "justice" quand son expression se voile derrire des dlais inexplicables et inexplicables, des prtextes, des arguments sans fondement, voire des absences de rponse ? Sauf vouloir le muer en celui d'"impunit" ? Sverine Dury